

Un début au ralenti de la campagne électorale

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5511 - Dimanche 7 novembre 2021 - Prix : 10 DA

Coopération

Le Président italien Sergio Mattarella en visite d'Etat de deux jours en Algérie

Page 4

Hausse des prix

Achki, une application pour dénoncer les commerçants spéculateurs

Page 3

Et si le mandat de Joe Biden ne durait que deux ans ?

Par Mohamed Habili

En principe le président des Etats-Unis est élu pour quatre ans ; dans le fait, il ne dirige vraiment le pays que pendant les deux premières années de son mandat, au cours desquelles en général son camp est majoritaire au Congrès. La règle en effet est que le parti dont provient le président perd les élections de mi-mandat, perdant au moins le soutien d'une des deux chambres, quand ce n'est pas d'un seul coup des deux à la fois. Cette redistribution des cartes survient le 2 novembre, le jour des élections partielles régulières, du poste de gouverneur à celui de sheriff, en plus des plus décisives pour le mandat présidentiel courant qui sont celles de mi-mandat. Dans un système politique fédéral où l'on vote quasiment sans arrêt, les majorités au double échelon local et fédéral ne durent jamais bien longtemps. A la façon dont cela se présente, le plein mandat de Joe Biden prendra fin dès le 2 novembre de l'année prochaine. Au-delà, il risque d'être plus le locataire de la Maison-Blanche que le président des Etats-Unis. A moins bien sûr que les démocrates ne créent la surprise en remportant les élections de mi-mandat, au mépris de la règle, pas toujours respectée, qui veut qu'ils les perdent justement.

Suite en page 3

Le Président Tebboune au journal allemand «Der Spiegel»

«Emmanuel Macron a porté atteinte à la dignité des Algériens»



Ph/D. R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a jugé «très graves» les propos tenus par Emmanuel Macron, mettant en cause l'existence de la nation algérienne avant la colonisation française. «On ne touche pas à l'histoire d'un peuple, on n'humilie pas les Algériens», a déclaré le chef de l'Etat dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand «Der Spiegel».

Par Meriem Benchaouia — page 2

Béjaïa

Saisie de produits alimentaires impropres à la consommation

Page 16

Exposition en hommage à Azzedine Meddour

«La Montagne de Baya» inspire Kamel Belatrache et Eltsova Maria

Page 7

Le Président Tebboune au journal allemand «Der Spiegel»

«Emmanuel Macron a porté atteinte à la dignité des Algériens»

■ Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a jugé «très graves» les propos tenus par Emmanuel Macron, mettant en cause l'existence de la nation algérienne avant la colonisation française. «On ne touche pas à l'histoire d'un peuple, on n'humilie pas les Algériens», a déclaré le chef de l'Etat dans un entretien accordé à l'hebdomadaire allemand «Der Spiegel».

Par Meriem Benchaouia

Le Président Tebboune prévient qu'il ne fera pas «le premier pas» pour tenter d'apaiser les tensions provoquées par des propos critiques d'Emmanuel Macron sur la «nation» algérienne. «Je n'ai pas de regrets. Macron a rouvert un vieux conflit de manière totalement inutile», a-t-il dénoncé. «Si Zemmour dit quelque chose comme ça, qu'importe, personne ne fait attention. Mais quand un chef d'Etat déclare que l'Algérie n'était pas une nation distincte, c'est très grave», fustige-t-il. Dans ces conditions, «je ne serai pas celui qui fera le premier pas», prévient le chef de l'Etat. «Sinon je vais perdre tous les Algériens, il ne s'agit pas de moi, mais d'un problème national». «Aucun Algérien n'accepterait que je contacte ceux qui nous ont insultés», a expliqué Abdelmadjid Tebboune. Pour lui, «ce qui est ressorti, c'est la vieille haine des maîtres coloniaux, et je sais que Macron est loin de penser de cette façon». «Pourquoi a-t-il dit ça ? Je pense que c'était pour des raisons électorales stratégiques», a-t-il estimé. «C'est le même discours que le journaliste d'extrême droite Eric Zemmour utilise depuis longtemps : l'Algérie n'était pas une nation, c'est la France qui en a fait une nation», fait-il valoir. Selon le Président Tebboune, «avec cette déclaration, Macron s'est placé du côté de ceux qui justifient la colonisation». À une question sur la possibilité que la crise entre les deux pays prenne «fin bientôt», le Président Tebboune a répondu par «non». Quant à l'interdiction de survol de l'espace aérien algérien pour les avions militaires français, cette décision est ferme, non négociable et sans appel. «Si les Français veulent aller au Mali ou au Niger maintenant, ils devront juste faire neuf heures de vol au lieu de quatre», rétorque-t-il, assurant toutefois qu'une «exception» serait faite pour «le sauvetage de personnes blessées». «Mais pour tout le reste, nous ne sommes pas obligés de coopérer les uns avec les autres, c'est peut-être terminé maintenant», prévient-il, accusant Emmanuel Macron d'avoir «porté atteinte à la dignité des Algériens». Interrogé par le «Spiegel» sur la réconciliation mémorielle préconisée par le rapport Stora et sur la question d'éventuelles excuses réclamées à la France, M. Tebboune a affirmé que «l'Algérie n'a pas besoin des excuses de M. Macron pour quelque chose qui s'est passé entre 1830 ou 1840, mais d'une pleine et absolue reconnaissan-

ce des crimes coloniaux». M. Macron «reconnait les faits, il a déjà dit en 2017 que la colonisation était un crime contre l'humanité, a précisé le chef d'Etat algérien. La seule chose que nous voulons, c'est que la France reconnaisse les crimes qu'elle a perpétrés». Pour rappel, Emmanuel Macron a déclenché la colère d'Alger après des propos rapportés le 2 octobre par le quotidien «Le Monde», accusant le système «politico-militaire» algérien d'entretenir une «rente mémorielle» en servant à son peuple une «histoire officielle» qui «ne s'appuie pas sur des vérités». D'après «Le Monde», le président français avait également affirmé que «la construction de l'Algérie comme nation est un phénomène à regarder. Est-ce qu'il y avait une nation algérienne avant la colonisation française ? Ça, c'est la question (...)». Les propos de Macron avaient déclenché une crise ouverte entre les deux pays. L'Algérie avait aussitôt rappelé pour consultation son ambassadeur en poste à Paris et interdit le survol de l'espace aérien algérien par des avions français dans le cadre de l'opération «Barkhane» au Sahel.

L'Algérie pourrait approvisionner l'Europe en énergie solaire

Le Président Tebboune a mis en exergue le «potentiel» existant



Ph.D. R.

dans la coopération en matière d'énergies renouvelables entre l'Algérie et l'Allemagne, un potentiel qui pourrait permettre d'approvisionner l'Europe entière en énergie solaire. «Il y a (...) beaucoup de potentiel dans les énergies renouvelables. Avec l'aide de l'Allemagne, nous pourrions approvisionner l'Europe en énergie solaire», a affirmé le président. A une question sur ses attentes par rapport au prochain gouvernement allemand dans le domaine de la coopération bilatérale, le chef de l'Etat a déclaré : «Tout ce qui est possible», affirmant que «l'Allemagne est un modèle pour nous à bien des égards». Evoquant les secteurs de coopération pouvant être développés,

il a cité, à titre d'exemple, celui de la santé. «Je voudrais que nous construisions ensemble un grand hôpital à Alger. Un établissement qui couvre toutes les spécialités de la médecine», a-t-il précisé, soulignant que l'Algérie serait disposée à financer une «grande partie» de ce projet. Le

Président Tebboune s'est félicité de la qualité des relations politiques entre les deux pays. «Les Allemands nous ont toujours traités avec respect, ils ne nous ont jamais traités avec arrogance, et il n'y a jamais eu de désaccord sur la politique étrangère», a-t-il souligné. M. B.

Bilan des dernières 24 heures

84 nouveaux contaminés et 2 décès

L'ALGERIE a enregistré 2 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins que le bilan d'hier (3), portant à 5 941 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 84 cas, soit 33 cas de moins par rapport au bilan d'hier (117), pour atteindre, au total, 207 079 cas confirmés.

R. N.

Elections locales

Un début au ralenti de la campagne électorale

La campagne électorale lancée jeudi dernier est loin de sa vitesse de croisière. Les trois premiers jours ont été plutôt timides autant sur le terrain que sur les réseaux sociaux. Hormis les activités des chefs de partis, les actions de proximité devraient animer les autres candidats à travers les villages et cités du pays se font plutôt rares. Les conditions climatiques défavorables et les appréhensions liées à l'épidémie de coronavirus en sont pour quelque chose. Mais ce qui est également à signaler est le peu d'affiches dans les espaces réservés pour faire connaître les candidats. En attendant que les prétendants aux Assemblées communales et de wilaya n'investissent les espaces publics et aillent à la rencontre de la population, des leaders des partis politiques ont commencé à sillonner le territoire national. Hier, le président du mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, a plaidé depuis Laghouat pour la redynamisation

du fonds du développement du Sud, «susceptible d'éviter les disparités de développement». S'exprimant lors d'un meeting populaire, il dira que «l'élu local devra être accordé de garanties financières pour répondre aux attentes de la population», ajoutant que «cela ne sera possible qu'à travers la mise en place d'une approche de développement national global et équilibré». S'exprimant lors d'un rassemblement populaire à Tébessa, le SG du RND, Tayeb Zitouni, a appelé, vendredi après-midi, à «élargir les prérogatives des présidents des Assemblées populaires communales pour booster le développement local». Il a aussi ajouté que «les missions du président d'APC se résument actuellement à un certain nombre d'activités seulement, et il est de ce fait limité ne pouvant prendre des décisions sur le plan économique pour créer des zones d'activités et des zones industrielles en mesure d'offrir des opportunités d'emploi

pour les jeunes et d'investir dans la main-d'œuvre qualifiée». Le SG du FLN, Abou Al-Fadhl Baâdji, a appelé, vendredi depuis Berriane (Ghardaïa), les citoyens à «octroyer leurs voix à ceux qui méritent la confiance». Dans la même journée et dans la wilaya de Laghouat, ce même chef de parti a affirmé que sa formation politique «œuvrait à obtenir la majorité des Assemblées communales et de wilaya à travers le pays, au regard du choix judicieux des candidats portés sur ses listes». Le SG du Front El Moustakbal, Abdelaziz Belaid, a plaidé, lors d'un meeting vendredi à Bouira, pour plus de prérogatives au profit des élus au niveau des APC en vue de leur permettre de mieux répondre aux préoccupations des citoyens. Alors que le SG du Front de la bonne gouvernance (FBG), Aïssa Belhadi, a affirmé, jeudi à Ain Temouchent, que les élections locales sont «une étape importante» dans le parcours de la réforme institutionnelle. Pour

sa part, le président par intérim du Mouvement El Islah, Faysal Boussedaria, lors d'une rencontre de proximité, a assuré, jeudi à Blida, que son parti s'attache à la réussite des élections locales du 27 novembre courant, considérées comme une pierre pour parachever l'édification de la nouvelle Algérie. La présidente du parti Tajamou Amal El Djazair (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati, lors d'un meeting électoral jeudi dans la wilaya d'El-Menea, a condamné «fermement» l'acte odieux et criminel commis par «l'armée du Makhzen» contre trois innocents camionneurs algériens sur la route Ouargla-Nouakchott. De son côté, le SG du parti El-Karama, Mohamed Daoui, a affirmé, jeudi à Mansoura (Ghardaïa), que «les listes de sa formation politique s'engagent à répondre aux doléances effectives du citoyen et de leur trouver des solutions appropriées».

Aomar Fekrache

Hausse des prix

Achki, une application pour dénoncer les commerçants spéculateurs

■ Afin de dénoncer en temps réel toute augmentation injustifiée des prix ou des pratiques liées à la spéculation, l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (Apoce) a annoncé le lancement de l'application «Achki»

Par Thinhinene Khouchi

C'est enfin possible. Avec un simple clic sur un Smartphone, le consommateur algérien peut désormais dénoncer les pratiques déloyales des commerçants. En effet, dans une vidéo partagée sur le compte de l'Organisation, Mustapha Zebdi, président de l'Apoce, a annoncé, vendredi, le lancement d'une application simple d'utilisation appelée «Achki» (réclame). «Cette application algérienne permettra aux consommateurs d'alerter, mais aussi dénoncer les diverses dérives qui touchent le marché de la consommation», explique Mustapha Zebdi. «Elle permettra également d'alerter sur les cas de tricherie sur la marchandise, les pratiques spéculatives et la hausse des prix», ajoute-t-il. Dans sa vidéo, Zebdi indique que «cette application est un outil qui vient aider à préserver l'éthique de la pratique commerciale». Concernant les produits dénonçables sur l'application Achki, le président de l'Apoce a souligné que «tous les produits peuvent être objet, certes de manière intermittente, de ce phénomène qui ronge

l'économie nationale», citant plus particulièrement certains légumes, notamment «la pomme de terre et les fruits secs qui connaissent une forte spéculation». Soulignant l'importance de la société civile dans cette lutte contre la spéculation et les pratiques immorales de certains commerçants, Zebdi a ajouté que cette nouvelle application, qui est, selon lui «la première du genre» en Algérie, permet à l'utilisateur de fournir des informations détaillées sur la nature de la contravention, à travers les images du produit et les factures, outre la détermination géographique du lieu d'achat ou du lieu de la contravention. A travers cette application, le consommateur peut également contacter l'Organisation via le numéro de téléphone 3311 et les sites des réseaux sociaux. «Nous souhaitons et appelons les administrations algériennes à collaborer avec nous afin de faire de cette application un outil de changement et de protection du consommateur algérien et de son pouvoir d'achat», a indiqué l'intervenant. Il est à noter que cette initiative intervient dans un contexte d'une hausse injusti-



PH.D.R.

fiée des prix de plusieurs produits alimentaires dont le poulet qui est proposé à plus de 480 DA le kilo ou même la pomme de terre qui est passée de 40 à 150 DA le kilo, malgré le déstockage de plusieurs tonnes de ce tubercule. Au niveau des marchés de la capitale, les produits alimentaires affichent d'importantes hausses. A titre d'exemple, la carotte est à 110 DA, idem pour la courgette affichée hier au marché Clauzel à 90 DA. Le prix de la tomate varie selon sa qualité, entre 80 DA pour la moins attrac-

tive et 120 DA le kilo, les oignons sont à 55 DA. Le chou-fleur est proposé à 150 DA et les haricots verts à hauteur 180 DA. Même constat pour les fruits. Les pommes sont affichées à 450 DA, les poires à 400 DA et le raisin entre 270 et 300 DA. Les oranges sont entre 250 et 300 DA le kilo, les mandarines entre 230 et 270 DA pour celles sans pépins et les bananes à 320 DA. Des prix exorbitants que les consommateurs peuvent désormais dénoncer via l'application «Achki». T. K.

COP26

L'Algérie plaide pour un financement convenable des projets environnementaux

L'Algérie plaide dans le cadre de sa participation à la 26^e Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques qui a débuté dimanche passé à Glasgow (Ecosse), pour la nécessité d'assurer les financements nécessaires à la réalisation des différents projets qui visent la réduction des émissions carboniques ainsi qu'au transfert des technologies en lien avec ce domaine, a indiqué un responsable au ministère de l'Environnement. Dans une déclaration à la presse, le sous-directeur des changements climatiques au ministère, Abderrahmane Boukadoum, a estimé qu'assurer un financement adéquat représentait «la pierre angulaire» sur laquelle sont fondées toutes les démarches visant à lutter contre le changement climatique. Partant, l'Algérie invite, lors de sa participation à la Conférence de Glasgow, les pays développés qui sont, historiquement parlant, à l'origine du phénomène de l'effet de serre, à honorer les engagements énoncés dans la convention-cadre des Nations unies, notamment en ce qui a trait au financement des projets

qui contribuent à la lutte contre les changements climatiques, affirmant que ceci représente «une question extrêmement impérieuse». Le responsable a rappelé, dans ce cadre, que les grands pays industriels à l'origine de l'effet de serre, avaient promis aux pays en voie de développement impactés par le phénomène, un financement estimé à 100 milliards USD pour la réalisation de projets à même de consolider leurs capacités de lutte contre les changements climatiques, dont les effets se manifestent plus que jamais, à savoir (inondations répétitives, feux de forêt, vagues de chaleur...). Cependant, affirme M. Boukadoum, «cette promesse ne s'est pas concrétisée à ce jour». L'Algérie demande, lors de cette conférence mondiale qui se poursuit jusqu'au 12 novembre courant, de transférer les nouvelles technologies au profit des pays en voie de développement et pays africains en particulier, afin qu'ils puissent concrétiser les projets nécessaires à la lutte contre les émanations des gaz à effet de serre, d'une manière plus efficace.

Nécessité d'accélérer les procédures de création du

Fonds africain pour lutter contre les changements climatiques

Le troisième axe sur lequel l'Algérie négocie, lors de la conférence, a trait au renforcement des capacités nationale en la matière, en dispensant une formation au profit des cadres concernant l'utilisation de ces nouvelles technologies, notamment en ce qui concerne les utilisations des énergies renouvelables, ajoute l'intervenant.

«Partant de sa profonde conviction quant à l'ampleur des défis des changements climatiques et leurs répercussions négatives sur l'économie des pays en voie de développement, l'Algérie a mobilisé tous les moyens nationaux pour honorer ses engagements dans le cadre de l'accord de Paris à travers sa contribution déterminée au plan national ainsi que leur actualisation en fonction de ses capacités financières et économiques, mais aussi en fonction du soutien reçu de l'extérieur», a-t-il indiqué. Le même responsable a rappelé que le gouvernement algérien avait adopté le Plan national du climat (PNC) comme document «stratégique» permettant de faire face aux répercussions négatives induites par les changements climatiques au niveau national, estimant que cela «se veut une preuve tangible sur le respect des engagements internationaux, la volonté politique et les efforts nationaux dans la lutte contre les changements climatiques». Le PNC permet l'intégration des changements climatiques dans tous les secteurs à tous les niveaux, a-t-il expliqué. M. Boukadoum a rappelé l'appel lancé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour l'accélération des procédures de mise en place du Fonds de soutien aux mesures de lutte contre les répercussions négatives des changements climatiques, approuvé par le Conseil de paix et de sécurité (CPS) sur proposition de l'Algérie. «L'Afrique souffre actuellement du phénomène des gaz à effet de serre (GES) dont les répercussions se manifestent à travers les catastrophes naturelles notamment», a-t-il mis en garde. L'aggravation des effets des changements climatiques nous interpelle à intensifier les efforts en urgence pour protéger les vies et la nature, a-t-il conclu.

Amine H.

LA QUESTION DU JOUR

Et si le mandat de Joe Biden ne durait que deux ans ?

Suite de la page une

De là sans doute la hâte de transformer en lois les deux pièces maîtresses de son programme : les dépenses en matières d'infrastructures, et celles dites sociales, mais qui comportent une dimension de lutte contre le réchauffement climatique, et une autre de nature fiscale, donnant lieu à une hausse de la taxation des entreprises. La loi relative aux infrastructures vient d'être adoptée par la Chambre des représentants, elle qui l'avait déjà été par le Sénat. Des deux lois en question, elle est la plus consensuelle, le délabrement des infrastructures, routières en particulier, étant particulièrement criant dans la première économie au monde, ou qui du moins passe pour telle. Les sénateurs républicains n'ont soulevé des objections à son propos que pour la forme. Pour autant, ce ne fut pas sans mal qu'elle est passée à la Chambre, où pourtant les démocrates sont majoritaires. L'opposition la plus forte qu'elle a rencontrée, ce fut au sein même des démocrates, non pas tant pour elle-même que par rapport à la deuxième loi, qui elle en revanche ne fait consensus dans aucun des camps. Les démocrates sont divisés en deux ailes bien distinctes, l'une de droite et l'autre de gauche, qui n'ont en commun que leur rejet du parti républicain converti au trumpisme. Ce qui les unit, c'est beaucoup moins un programme que le spectre de la réélection de Donald Trump, dont tout indique en effet qu'il sera candidat à la prochaine présidentielle. La gauche du parti a conditionné son vote sur la loi des infrastructures à celui de la loi sur les dépenses sociales, dans la crainte que celle-ci ne soit révisée à la baisse, conformément aux vœux de deux sénateurs démocrates qui la trouvent trop coûteuse, c'est-à-dire trop à gauche, et qui pour cela menacent de voter contre elle le moment venu. Le Sénat est coupé en deux, 50 sénateurs démocrates pour 50 sénateurs républicains. Dans ces conditions, toute défection démocrate aurait pour conséquence le rejet de la loi. Il se trouve que la gauche démocrate, travaillée au corps à la fois par la Maison-Blanche et par Nancy Pelosi la présidente de la Chambre, a fini par voter la loi sur les infrastructures sans s'être assurée préalablement que la loi sociale et climatique allait passer sans connaître une nouvelle réduction dans ses dépenses.

M. H.

Coopération

Le Président italien Sergio Mattarella en visite d'Etat de deux jours en Algérie

■ Le président de la République italienne, Sergio Mattarella, a entamé, hier, une visite d'Etat de deux jours en Algérie, à la tête d'une importante délégation. M. Mattarella a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Par Hocine H.

Etait également présents à la cérémonie d'accueil, le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, et le général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP). Les deux présidents ont écouté les hymnes nationaux des deux pays, puis ont passé en revue un détachement de la Garde républicaine et des trois corps de l'ANP qui leur ont rendu les honneurs. La visite du président italien s'inscrit dans le cadre de la consolidation du partenariat et du renforcement des relations de coopération étroite entre les deux pays amis ainsi que l'ouverture de nouvelles perspectives au service des intérêts des deux peuples. Cette visite permettra également aux deux pays de poursuivre le dialogue politique qu'ils entretiennent depuis plusieurs années, tout en privilégiant un partenariat solide et stratégique dans divers domaines et secteurs afin de faire face aux défis régionaux auxquels ils se trouvent confrontés. En ce sens, les relations séculaires algéro-italiennes, marquées du sceau de l'amitié et du respect mutuel, sont appelées à se consolider davantage. Pour rappel, le Mémorandum d'entente sur le dialogue stratégique sur les relations bilatérales et les questions politiques et de sécurité globale, signé entre les deux pays en décembre 2020 à Alger, s'inscrit dans le prolongement du Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération liant les deux pays, signé en 2003 à Alger.

Président italien : la solution au conflit au Sahara occidental doit tenir «dûment compte des droits du peuple sahraoui»

La solution au conflit au Sahara occidental doit tenir «dûment compte des droits du peuple sahraoui», a indiqué le président italien, Sergio Mattarella, exprimant le souhait d'une reprise de négociations directes entre les parties en vue d'une solution «équitable et durable» de la question. «Nous suivons de très près la question du Sahara occidental. Nous avons toujours soutenu avec conviction le rôle joué par les Nations unies et, à cet égard,

nous avons appris avec satisfaction la nomination du diplomate italo-suédois Staffan De Mistura comme envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU», a soutenu le président italien dans un entretien au quotidien national «El Moudjahid», publié hier. M. Mattarella, qui a entamé une visite d'Etat de deux jours en Algérie, a formulé l'espoir que «l'engagement de M. De Mistura pourra contribuer, malgré la situation actuelle de tension, à une reprise de négociations directes entre les parties (au conflit, Maroc et Front Polisario, ndlr) en vue d'une solution équitable et durable de la question, qui tienne dûment compte des droits du peuple sahraoui». Le Président Mattarella a souligné, dans ce contexte, que l'Italie soutient «le rôle de l'Algérie et son attachement au cadre onusien sur le Sahara occidental».

Coopération énergétique : l'Algérie restera un «partenaire central» de l'Italie

L'Algérie, deuxième fournisseur de gaz de l'Italie, restera dans le domaine de la coopération énergétique un «partenaire central» de ce pays qui souhaite renforcer et diversifier le partenariat bilatéral, a indiqué le président italien, Sergio Mattarella, dans un entretien au quotidien national «El Moudjahid» publié hier. «L'Algérie est le deuxième fournisseur de gaz de l'Italie. Tenant compte de l'histoire spéciale qui lie nos deux pays et surtout du rôle central qu'a joué ENI (première entreprise italienne d'hydrocarbures, ndlr), je suis convaincu que l'Algérie restera un partenaire central aussi dans le futur», a affirmé le président italien qui a entamé hier une visite d'Etat de deux jours en Algérie. M. Mattarella a exprimé l'intérêt de l'Italie de «diversifier le partenariat bilatéral en explorant de nouvelles collaborations avec des entreprises algériennes, dans les secteurs (présentant) de nouvelles opportunités, tels que les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ce sont des secteurs qui sont notamment au cœur des stratégies de transition énergétique italienne et algérienne et dont les opportunités économiques vont se multiplier dans les prochaines années», a-t-il fait valoir.

L'Italie souhaite accompagner l'Algérie dans le processus de diversification de son économie

Le chef de l'Etat italien a indiqué que son pays regardait avec «attention» la mise en œuvre du



plan d'action du Premier ministre, ministre de Finances, Aïmene Benabderrahmane, un «plan ambitieux qui vise à améliorer le climat des affaires dans le but d'accompagner les perspectives de diversification de l'économie algérienne, y compris en faveur des opportunités pour les nouvelles générations», ajoutant que «l'Italie souhaite accompagner l'Algérie dans ce parcours». Sur un autre registre, le président italien a plaidé pour un «partenariat efficace» entre l'Europe et l'Afrique sur la question migratoire. «L'Europe et l'Italie sont prêtes à agir pour un changement réel, effectif et mutuellement bénéfique, y compris en contribuant financièrement à l'éradication de la pauvreté et à la réalisation d'un développement durable, à partir des pays d'où les flux migratoires irréguliers partent», a-t-il soutenu. A propos de la crise libyenne, M. Mattarella a relevé que les positions italienne et algérienne sur la situation en Libye sont «très proches», notant que Rome soutient «la nécessité pour les pays voisins, y compris l'Algérie, d'être impliqués dans le processus de Berlin qui, avec les initiatives dans le cadre onusien, a tracé le chemin de la paix en Libye». «Nous apprécions le rôle d'Alger dans cette perspective et nous avons pris note avec intérêt des résultats du sommet entre pays voisins qui s'est tenu à Alger en août dernier», a-t-il ajouté.

L'Algérie, «acteur crucial» en Méditerranée et en Afrique

Dans un autre entretien au journal «Liberté», le Président Mattarella a plaidé pour un partenariat entre l'Union européenne et l'Algérie, «acteur crucial» en Méditerranée et en Afrique, basé sur «l'intérêt réciproque, et sur un

plan d'égalité et de parité». «L'Italie considère l'Algérie comme un acteur crucial dans la Méditerranée et en Afrique. C'est pour cela que, en tant que pays fondateur de l'Union européenne, nous sommes convaincus de l'opportunité d'un rapprochement entre l'UE et l'Algérie, basé sur l'intérêt réciproque et sur un plan d'égalité et de parité». «Le nouvel agenda pour la Méditerranée, approuvé ces derniers mois par

l'UE grâce à l'appui italien, indique clairement la prise de conscience d'aller dans cette direction. Nous pensons également que le plan économique et d'investissement pour la région proposé par les institutions européennes pourra jouer un rôle important dans le soutien du développement économique de l'Algérie», a-t-il considéré.

H. H.

TransMed, le gazoduc qui alimente l'Italie par le gaz algérien

LE TRANS-MEDITERRANEAN Pipeline (TransMed) est le gazoduc qui alimente l'Italie par le gaz algérien, depuis sa mise en service en 1983, en transitant par la Tunisie. Voici une fiche technique de ce gazoduc, portant aussi le nom d'Enrico Mattei (GEM), figure de proue de la coopération économique et de l'amitié entre l'Algérie et l'Italie, des relations appelées à se renforcer davantage avec la visite d'Etat du président italien, Sergio Mattarella, depuis hier samedi en Algérie.

- Le premier accord de principe portant sur ce gazoduc a été signé entre l'Algérie et l'Italie en 1972. En 1977, un contrat de vente est conclu entre le Groupe Sonatrach et le Groupe italien Eni, portant sur l'exportation de 12,3 milliards de m³/an sur 25 ans.

- Le contrat a été renouvelé avec une augmentation du volume en 1990. Il a été ensuite prolongé en mai 2019 jusqu'à 2027, avec une option de deux années supplémentaires jusqu'en 2029.

- La Tunisie, en contrepartie de la traversée du gazoduc de son territoire et de l'entretien qu'elle assure sur sa section, reçoit environ 6 % du gaz transporté.

- Le système de transport et d'exportation du gaz naturel de l'Algérie vers l'Italie est constitué de 3 tronçons de gazoducs. Il s'agit des :

- Tronçon en territoire algérien (gazoduc Enrico Mattei), reliant les champs de production de Hassi R'mel à la station de comptage gaz de Oued Safsaf située à la frontière algéro-tunisienne. <

- Tronçon en territoire tunisien (gazoduc TTPC-Transtonisien), reliant la station de compression de Feriana située à la frontière algéro-tunisienne à la station de compression gaz de Cap Bon, sur la mer Méditerranée.

- Tronçon sous marin «sea-line»: un gazoduc sous-marin traversant le Détroit de Sicile de Cap Bon à Mazara del Vallo, point d'entrée en Italie.

- La capacité de transport du GEM est de 33,15 milliards de m³/an.

- En 2020, l'Algérie a exporté vers l'Italie 14,8 milliards de m³ de gaz, soit une progression de 12 % par rapport à 2019. Sa part de marché en Italie a ainsi augmenté à 22 % en 2020 contre 18 % en 2019.

R. N.

Pétrole

Les cours terminent la semaine en hausse et s'installent au-delà de 80 dollars

■ Les cours du pétrole ont repris de l'élan vendredi, s'installant de nouveau fermement au-delà de 80 dollars, le marché doutant de la possible utilisation des réserves stratégiques de brut pour soulager le marché.



Par Samia Y.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a gagné 2,73 % pour clôturer à 82,74 dollars. A New York, le baril de WTI pour le mois de décembre a lui fait encore mieux et pris 3,12 % à 81,27 dollars. Jeudi, les prix s'étaient contractés sous le poids de rumeurs d'une possible action coordonnée qui aurait consisté à puiser dans les réserves stratégiques de plusieurs pays, les États-Unis en tête.

Prenant globalement en compte la pression politique en faveur d'un relèvement de la production des membres de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep) et de

leurs alliés de l'Opep+, les opérateurs ont décidé de réduire leur exposition et de prendre leurs bénéfices, a résumé Bjornar Tonhaugen, du cabinet Rystad Energy. Mais vendredi, l'effet s'était dissipé et les prix ont retrouvé de la vigueur. «C'est toujours possible, mais ce ne sera pas demain», a tempéré Andrew Lebow, associé du cabinet Commodity Research Group. «On ne verrait pas les barils avant le premier trimestre 2022», a-t-il anticipé. Il a, par ailleurs, rappelé que les États-Unis avaient déjà puisé régulièrement dans leurs réserves stratégiques ces dernières semaines.

Depuis fin août, elles ont diminué de 8,8 millions de barils, ce qui ne représente cependant que 1,4 % du stock, qui se monte

encore actuellement à 612,5 millions de barils.

Par ailleurs, les pays – parties à l'accord Opep+ n'ont offert aucun signe d'apaisement pour répondre aux pressions politiques, «montrant que leurs débats stratégiques vont plus loin que le bout de leur nez», a commenté Bjornar Tonhaugen.

Vendredi, selon l'image de l'analyste, le marché, alimenté par des achats à bon compte, ressemblait donc «à une voiture qui reprendrait de la vitesse après avoir passé un gros dos d'âne».

Kenya

Le FMI devrait décaisser 264 millions de dollars

LE FONDS monétaire international a annoncé avoir trouvé un accord après le deuxième examen du programme d'aide

accordé au Kenya en avril 2021, qui devrait aboutir à un décaissement d'un montant de 264 millions de dollars en faveur du pays. «Les autorités sont restées fermement attachées à leur programme économique dans cet environnement complexe», a déclaré Mary Goodman, cheffe de l'équipe du FMI, dans un communiqué, ajoutant que le Kenya avait même «dépassé son objectif budgétaire pour l'année». Le Conseil d'administration doit encore approuver ce décaissement de 185 millions de DTS (droits de tirages spéciaux, ou SDR en anglais), correspondant à 264 millions de dollars. Cela porterait à 984 millions de dollars au total les fonds versés cette année à ce pays d'Afrique. Le FMI avait approuvé le 2 avril 2021 un programme d'aide d'un montant de 2,34 milliards de dollars et d'une durée de 38 mois, dans le cadre du dispositif de Facilité élargie de crédit (FEC) et de la Facilité élargie de financement (FEP). L'institution a salué le rebond économique du Kenya qui se poursuit et relevé que les recettes fiscales ont augmenté, mais a fait état de difficultés qui persistent, notamment la menace liée à la pandémie du Covid-19 et la nécessité de protéger les populations vulnérables. «La réduction des vulnérabilités de la dette nécessite une adhésion ferme et continue à l'effort d'assainissement budgétaire pluriannuel», a déclaré Mary Goodman, relevant par ailleurs qu'à l'approche des élections l'année prochaine, «le calendrier politique est aussi une source d'incertitude». Le fonds prévoit pour 2021 une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 5,6 %, après une légère contraction en 2020. R. E.

Changes

Le dollar se consolide après une fin de semaine faste

Le dollar américain reprenait son souffle vendredi sous l'effet de prises de bénéfices après avoir atteint plus tôt son plus haut niveau depuis 15 mois face à l'euro. Vers 19h15 GMT, le billet vert était en très légère baisse de 0,04 % à 1,1562 dollar pour un euro. La monnaie unique était descendue brièvement à 1,1514 dollar pour un euro pour la première fois depuis juillet 2020, après l'annonce de créations d'emplois en octobre aux États-Unis bien au-dessus des attentes. Pour Christopher

Vecchio, analyste changes pour le site spécialisé DailyFX, ce tassement du dollar en fin de journée est «un mouvement à court terme de prises de bénéfices». Même si les taux obligataires américains se sont sensiblement détendus vendredi et que les contrats à terme sur les taux de la Banque centrale américaine (Fed Funds Futures) ne voient désormais pas de relèvement avant juillet au mieux, le dollar a encore de solides arguments. «Si on considère la position de la BCE (Banque centrale européen-

ne), de la Banque d'Angleterre et de la Banque du Japon, qui constituent les trois principales composantes du Dollar Index, le panier de devises contre lequel est mesuré le billet vert, le dollar a de la marge de progression d'ici la fin de l'année», avance Christopher Vecchio.

«Si la parité euro/dollar tient pour l'instant, il semble qu'un passage sous 1,15 (dollar pour un euro) ne soit qu'une question de temps», a estimé, dans une note, Kit Juckes, analyste chez Société Générale.

L'euro n'est plus passé en dessous de ce seuil depuis juillet 2020.

Cette semaine, le contraste entre les économies américaine et européenne est apparu plus évident. Alors que les États-Unis annonçaient des créations d'emplois meilleures que prévu, la zone euro a vu défilé plusieurs indicateurs macroéconomiques bien ternes, comme la baisse de 1,1 % de la production industrielle en Allemagne pour septembre ou de 0,3 % en Espagne.

Farid M.

Matières premières

La correction se poursuit, maïs et soja souffrent

Blé, maïs et soja ont connu une nouvelle journée difficile vendredi, sous l'effet d'une correction qui se prolonge, avant le rapport Wasde très attendu, la semaine prochaine. La semaine avait démarré tambour battant pour le blé et le maïs, le premier touchant un plus haut de près de neuf ans lundi et le second de presque trois mois mardi. «Les marchés avaient dépassé des seuils techniques et depuis, on se repositionne avant le rapport de mardi avec des anticipations de meilleurs rendements (qu'annoncé jusqu'ici) pour le maïs et le

soja», explique Dax Wedemeyer, d'US Commodities. Il fait référence au rapport mensuel Wasde, qui sera publié mardi par le ministère américain de l'Agriculture et qui donnera des estimations de stocks et de production pour les principales matières premières agricoles. Dans le cas du soja maïs aussi du maïs, le marché s'inquiète aussi d'un possible trou d'air de la demande venue de Chine, premier importateur mondial de soja, qui connaît actuellement à la fois un ralentissement économique et une résurgence du coronavirus. Au troisiè-

me jour de repli consécutif, le soja a tuteuré vendredi le seuil symbolique de 12 dollars le boisseau, au-dessus duquel il se maintient depuis mi-octobre. L'oléagineux pâtissait aussi d'informations venues du Brésil, selon lesquelles les semences se déroulent à un rythme plus rapide que prévu, a relevé, dans une vidéo, Steve Freed, vice-président du courtier ADM Investor Services. Quant au blé, qui a aussi cédé du terrain vendredi, «il n'y a pas beaucoup d'informations susceptibles d'animer le marché ou de soutenir les cours»,

souligne Dax Wedemeyer, les opérateurs retenant surtout un certain ralentissement des exportations américaines. Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en décembre a abandonné 1,69 % à 7,6650 dollars, contre 7,7375 dollars la veille. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en décembre a lâché 1,11 % à 5,5300 dollars, contre 5,5925 dollars à la clôture précédente. Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en janvier a abandonné 1,41 % à 12,0550 dollars, contre 12,2275 dollars jeudi. F. H.

Commerce

Le RCEP entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022

Le secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) a annoncé récemment que le Partenariat économique régional global (RCEP), le plus grand accord commercial au monde à ce jour, entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Le Secrétariat a indiqué recevoir pour le moment les instruments de rati-

fication de six pays de l'Asean, à savoir Brunei, le Cambodge, le Laos, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam ainsi que de quatre États non membres de l'Asean, à savoir l'Australie, la Chine, le Japon et la Nouvelle-Zélande. «La rapidité dont ont fait preuve les États signataires dans le processus de ratification reflète fidèlement notre pro-

fond attachement à un système commercial multilatéral juste et ouvert, profitant à tous les peuples de la région et du monde», a déclaré le secrétaire général de l'Asean, Dato Lim Jock Hoi. La mise en œuvre de cet accord insufflera un grand élan aux efforts de reprise économique post-Covid-19, a souligné M. Jock Hoi.

L'accord portant création du RCEP a été signé en novembre 2021 par les dix pays membres de l'Asean et par cinq pays partenaires. Selon les termes de l'accord, la mise en œuvre du RCEP débutera 60 jours après sa ratification par au moins six pays de l'Asean et trois pays non membres de l'Asean. S. G.

Exposition en hommage à Azzedine Meddour

«La Montagne de Baya» inspire Kamel Belatrache et Eltsova Maria

■ Une exposition en hommage au défunt réalisateur Azzedine Meddour pour son film «La montagne de Baya» est ouverte au public depuis le début du mois courant au Centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger (Place Audin). Cette manifestation qui se poursuit jusqu'au 18 novembre, met en valeur les œuvres du plasticien algérien Kamel Belatrache et de la Russe Eltsova Maria.



Par Abla selles

Les visiteurs sont invités à découvrir une quarantaine d'œuvres de différents formats dans lesquelles une partie du scénario du film «La Montagne de Baya» est visible. Concernant la technique utilisée, le plasticien Kamel Belatrache a précisé que les œuvres consacrées au film «La Montagne de Baya» sont réali-

sées avec la technique Storyboard. Ce plasticien qui a étudié à l'Académie nationale des beaux-arts de Surikov (Moscou) a déclaré que «le travail sur les œuvres exposées a nécessité deux ans de recherches intensives sur les composants et les caractéristiques, ainsi que sur les éléments de vêtements traditionnels, d'ornements, d'urbanisme, d'artisanat et d'autres rituels cérémoniels».

Travaillant dans le domaine de la scénographie à la Télévision algérienne, Belatrache a exposé des tableaux artistiques sur les vêtements traditionnels algériens ainsi que trois autres tableaux empreints de symbolisme comme un rêve humain, qui lui ont valu la deuxième place au Festival virtuel international organisé en Grande-Bretagne dans le domaine de «l'art de la représentation (Théâtre)», alors que sa

femme, l'artiste Eltsova Maria, s'est classée première.

De son côté, la plasticienne Eltsova Maria, qui a participé à de nombreuses expositions internationales et en Algérie, s'est appuyée dans ses œuvres exposées sur un style particulier, selon une merveilleuse vision esthétique, où la femme, les paysages, le patrimoine et l'histoire algérienne du Sud à La Casbah, en passant par Ghardaïa, ont constitué une matière artistique fertile, sur la base de la technique des couleurs à l'huile.

L'artiste présente des peintures qui portent sur l'atmosphère festive d'un mariage dans l'oasis de Tamanrasset, et la musique traditionnelle jouée sur les instruments d'Imzad et de Tindi, par les femmes de Touareg.

L'artiste russe a également exprimé son inspiration pour les sujets de ses œuvres d'art du patrimoine algérien, qui se caractérise par sa richesse dans ses éléments et son atmosphère, précisant que l'Algérie «constitue une étape importante dans l'art orientaliste, car elle a attiré une sélection des artistes les plus importants au monde, en influençant leurs vocations artistiques, comme ce fut le cas pour l'artiste Etienne Dinet et Delacroix». A. S.

Le réalisateur iranien Abolfazl Jalili : «Les responsables ne me portent pas dans leur cœur»

«Les responsables ne me portent pas dans leur cœur», soupire le réalisateur iranien Abolfazl Jalili, dont les films sont inaccessibles à ses compatriotes, mais souvent primés dans les festivals internationaux. «Si vous voulez comprendre l'Iran, regardez son cinéma, c'est l'âme de ce pays», rappelle Alireza Khalili, un des organisateurs du premier Festival du cinéma iranien de Chantilly, près de Paris. Présenté en clôture de ce festival, «Le Chemin inversé», le dernier film d'Abolfazl Jalili, n'a pourtant pas obtenu l'autorisation d'être diffusé dans son propre pays. Sur la douzaine de films qu'il a réalisés, un seul a obtenu l'autorisation d'être montré en Iran... pendant une semaine.

Il s'agissait de «La Gale» (1987) sur le sort d'un adolescent inculpé pour la diffusion de journaux clandestins et envoyé dans une maison de redressement.

«Une fois, j'ai posé la question : par quel miracle ne montrez-vous pas mes films ? On m'a répondu tes films, les gens croient que c'est du réel, que ce qui se passe est la vérité», explique M. Jalili à l'AFP.

Dans «Le Chemin inversé» (2020), déjà primé au Festival du cinéma d'Asie de Shanghai, il met en scène un jeune cinéaste, Emkan, qui se heurte au refus des institutions de son pays de diffuser ses films.

Quand on l'interroge sur les similitudes entre son parcours et celui d'Emkan, il esquisse un sourire : «Emkan n'est qu'un dixième de ce que j'ai supporté moi-même dans le cinéma», confie celui qui a commencé par tourner des documentaires et à qui on reproche des scénarios trop crus. Au niveau de la diffusion des productions culturelles iraniennes, la République islamique est ambiguë : la censure n'est pas univoque, certains cinéastes sont encensés par le régime et présentés fièrement à l'international comme Asghar Farhadi, quand d'autres sont bannis.

Ainsi, malgré une récompense pour «Un homme intègre» au Festival de Cannes 2017, le réalisateur Mohammad Rasoulof a été condamné à un an de prison pour propagande contre le régime.

D'autres sont dans des zones plus grises, tantôt encensés, tantôt interdits, ou promus seulement à l'international, comme Abolfazl Jalili.

Né en 1957 à Saveh, dans le centre de l'Iran, Abolfazl Jalili a d'abord réalisé des films pour la télévision. Malgré les obstacles, il vit et tourne la plupart de ses films dans son pays, et pointe sa caméra le plus souvent sur des personnages d'enfants ou d'adolescents.

Ses productions sont régulièrement primées : à la Mostra de Venise pour «Det, une petite fille» (1996), à Locarno pour «Danse de la poussière» (1999). Il a également été en compétition à Cannes en 1999 avec «Les contes de Kish».

R. I.

Au cœur de la coopération culturelle algéro-italienne

La sauvegarde du patrimoine en priorité

La coopération dans le domaine culturel, particulièrement celui de la protection et de la restauration des biens culturels, a toujours été un point important dans les relations algéro-italiennes, concrétisée par un nombre important de projets de sauvegarde, de restauration et de formation dont témoignent aujourd'hui plusieurs monuments historiques algériens. Outre la coopération dans le domaine cinématographique, très florissantes dans les années

1960 et 1970, et la création d'un Institut culturel italien à Alger au lendemain du recouvrement de l'indépendance, de nombreux accords lient l'Algérie et l'Italie dans un effort mutuel en matière de conservation du patrimoine culturel, artistique et culturel. L'Italie joue, depuis plusieurs années, un rôle important dans la valorisation et la restauration du patrimoine culturel algérien. L'Italie a également apporté une importante contribution dans le domaine archéologique ces der-

nières années en prenant part au projet de la carte archéologique de l'Est Algérien, initié en 2003, grâce à l'effort conjoint de l'Université de Trento et du Centre National des Recherches archéologiques algériennes. Le projet a permis d'explorer et de documenter l'histoire rurale de l'Algérie à l'époque romaine, autour des villes d'El Taref et de Souk Ahras, en plus de créer une carte archéologique numérique du Parc national d'El Kala. En colla-

boration avec d'autres centres de recherches et universités italiennes, une prospection archéologique a été menée dans la ville de Cherchell et dans le périmètre de l'antique Hippone à Annaba. Chacun de ces projets a été élaboré sous forme de chantier-école incluant toujours des spécialistes et des étudiants algériens pour renforcer les compétences algériennes en matière de patrimoine.

H.

F.

Assemblée populaire nationale

Journée d'étude sur le parcours et les réalisations du HCLA

L'Assemblée populaire nationale abrite, aujourd'hui dimanche, une journée d'étude sur «le parcours, les réalisations et les perspectives du Haut conseil de la langue arabe (HCLA)» qui permettra aux députés de mieux s'informer du rôle de cette institution dans la promotion de la langue arabe et sa généralisa-

tion dans les différents domaines, a indiqué un communiqué de l'APN. L'ordre du jour de cette journée d'étude, qui sera ouverte par les allocutions des présidents de l'APN et du HCLA, respectivement Brahim Bouhali et Salah Belaïd, prévoit un débat sur le thème en question et sur les objectifs que l'APN tend à réaliser. Assisteront à

cette journée d'étude des responsables et des personnalités, dont le président du HCLA, le président du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), le président du Conseil national des droits de l'Homme (CHDH) et de la Déléguée nationale à la promotion et sur la protection de l'enfant ainsi que des représentants de

médias, selon la même source. Les travaux de cette rencontre seront encadrés par des experts du HCLA, assistés par des fonctionnaires et des cadres. En marge des travaux de cette rencontre, deux salons du livre et de la calligraphie arabe seront organisés au pavillon central de l'APN.

R. C.



Sierra Leone

92 morts dans l'explosion d'un dépôt de carburant à Freetown

■ Au moins 92 personnes ont été tuées dans l'explosion d'un dépôt de carburant vendredi soir dans la zone industrielle de Freetown, la capitale de la Sierra Leone, en Afrique de l'Ouest, selon un nouveau bilan officiel.

Par Mourad M.

Selon des témoins, le drame a été provoqué par un camion-citerne qui a explosé dans une station-service suite à un accident. Le feu s'est ensuite propagé dans le quartier. La majorité des victimes sont des vendeurs ambulants et des motocyclistes qui ont été piégés par les flammes en tentant de récupérer le carburant s'échappant du camion-citerne, a raconté à l'AFP un témoin et secouriste volontaire, Jusu Jacka Yorma. «Nous avons reçu un rapport de la morgue de Connaught et d'autres hôpitaux de Freetown indiquant que le nombre de morts est de 92», a déclaré le vice-président sierra-léonais, Mohamed Juldeh Jalloh, qui

s'est rendu sur place hier matin. «Quatre-vingt-huit personnes gravement brûlées se trouvent à l'unité de soins intensifs de l'hôpital Connaught de Freetown», a-t-il ajouté, précisant que tous les survivants seront gratuitement pris en charge. Un peu plus tôt, un secouriste de la Croix-Rouge et des sources hospitalières avaient fait état d'un bilan provisoire d'au moins 80 morts. Un infirmier d'un hôpital où les victimes ont été évacuées a confirmé à l'AFP avoir reçu beaucoup de femmes, hommes et enfants avec «de graves blessures». Plusieurs corps calcinés ont été découverts dans des carcasses de voitures encore fumantes au milieu des cendres, ainsi que dans les rues adjacentes. Hier matin, alors que les opérations de secours se poursuivaient



Ph. > D. R.

sous la supervision des forces de l'ordre, de nombreux habitants se sont précipités sur le lieu du drame à la recherche de proches, a constaté un correspondant de l'AFP. Dans un message posté hier sur Twitter, le Président Julius Maada Bio s'est dit «profondément bouleversé par l'incendie tragique et les horribles pertes en vies humaines». «Je tiens à exprimer ma profonde sympathie aux familles qui ont perdu des êtres chers et à ceux qui ont été mutilés», a-t-il ajouté, assurant que son gouvernement «fera tout pour soutenir les familles touchées». De son côté, la maire de Freetown, Yvonne Aki-Sawyer, s'est dit dans un

communiqué publié sur Facebook «profondément attristée». «Les vidéos et photos qui circulent sur les réseaux sociaux sont déchirantes», a ajouté M^{me} Aki-Sawyer, qui a regretté de ne pouvoir se rendre sur place car elle était en déplacement à l'étranger. La Sierra Leone (7,5 millions d'habitants), ancienne colonie britannique, est un des pays les plus pauvres de la planète malgré un sol regorgeant de diamants. Son économie, gangrenée par la corruption, a été dévastée par une guerre civile (1991-2002) qui a fait quelque 120 000 morts. Elle reste également fragile après l'épidémie d'Ebola qui l'a ravagée en 2014-

2016, la chute des cours mondiaux des matières premières et l'apparition l'année dernière du coronavirus. Des accidents de ce genre sont courants en Afrique. En juillet au Kenya, 13 personnes ont été tuées et d'autres gravement brûlées lorsqu'une «énorme boule de feu» a englouti des personnes qui siphonnaient le carburant d'un camion à essence renversé qui a pris feu. En 2019, une centaine de personnes ont été tuées dans une tragédie similaire lorsqu'un camion-citerne a explosé en Tanzanie, et en 2015, plus de 200 personnes ont péri dans un autre accident du même genre au Soudan du Sud.



Commentaire

Syndicats

Par Fouzia Mahmoudi

Si la semaine de 35 heures de travail est déjà en France source de conflits et de critiques permanentes, plusieurs gouvernements ayant tenté de modifier cette loi promulguée sous le gouvernement Jospin se sont cassés les dents face à la ténacité des syndicats et ce, alors même qu'une majorité de Français souhaiterait pouvoir «travailler plus pour gagner plus». Pourtant, aujourd'hui, il est question du côté de certains candidats de gauche à la présidentielle de réduire encore le temps de travail et de le porter à 32 heures. Selon le chef de file de l'organisation syndicale, Philippe Martinez, plusieurs candidats ont «demandé» à la CGT (Confédération générale du travail) de leur présenter ses propositions en matière de durée légale du temps de travail. «On ne va pas auditionner tous les candidats, mais certains ont déjà demandé à nous voir». A l'antenne de Franceinfo, Philippe Martinez a affirmé que son syndicat est en contact avec plusieurs candidats à l'Élysée, sur le thème de la durée du temps de travail. Mi-octobre, la CGT a relancé sa campagne pour les 32 heures, affirmant que cette réduction du temps de travail pourrait permettre de créer plus de deux millions d'emplois. «Ça peut se transformer par des semaines de quatre jours, des variations selon les semaines... mais il faut que la référence hebdomadaire soit réduite à 32 heures. Si on fait moins travailler ceux qui ont du boulot, ça libère du boulot pour ceux qui n'en ont pas. On ne va pas auditionner tous les candidats, mais certains ont déjà demandé à nous voir, et on ira volontiers leur expliquer nos propositions en matière de salaires, d'emplois, de relocalisation d'industries», a lancé Philippe Martinez vendredi à l'antenne de Franceinfo. «On a rendez-vous avec Monsieur Jadot, Monsieur Montebourg, et puis les autres ne vont pas tarder à suivre», a-t-il encore ajouté. La CGT propose notamment une réduction du temps de travail à 32 heures, encadrée par la loi, sans perte de salaire, et accompagnée d'une obligation de création d'emplois, afin que la baisse du temps de travail ne se traduise pas par une dégradation des conditions de travail, comme cela a été le cas à l'hôpital après la mise en place des 35 heures. Toutefois, ces demandes des syndicats vont à l'encontre de ce que réclament une majorité de Français depuis des années déjà, la possibilité, pour ceux qui le souhaitent, de travailler plus pour engranger plus de revenus. Surtout que le bilan des 35 heures est très mitigé. Ce n'est ni la catastrophe comme le disent certains, mais ça n'a pas non plus créé 2 millions d'emplois comme d'autres l'espéraient. En revanche, les 35 heures ont dégradé les finances publiques : il restait un surcoût car les baisses de cotisations n'ont pas été financées par le surplus de croissance attendu. Néanmoins, la gauche, faute d'idées peut-être, continue à miser sur la réduction du temps de travail et présente cela comme une solution miracle qui contribuera à régler le problème du chômage. Reste à voir si les électeurs seront séduits par cette proposition ou si, comme l'indiquent les sondages, les Français préféreront voter majoritairement pour les candidats de droite qui, eux, axent leurs campagnes surtout sur des propositions liées à la sécurité et l'immigration.

F. M.

Allemagne

Plusieurs blessés lors d'une attaque au couteau dans un train en Bavière

Plusieurs personnes ont été blessées hier dans un train ICE en Bavière, en Allemagne, lors d'une attaque au couteau dont l'auteur présumé, un homme, a été interpellé et dont le mobile reste indéterminé. La police a été alertée vers 08h00 GMT d'une attaque au couteau dans un train à grande vitesse ICE circulant entre Regensburg (Bavière) et Hambourg et à bord duquel se trouvaient environ 300 passagers. «Selon les premières informations, plusieurs personnes ont été blessées», a indiqué la police de Neumarkt in der Oberpfalz (Bavière), assurant qu'«il n'y a désormais plus aucun danger». Au moins trois personnes ont été blessées, dont deux grièvement, selon le quotidien populaire «Bild». Aucun des blessés n'est toutefois en danger de mort, a précisé à l'AFP une porte-parole de la police locale. Un homme a été arrêté, a précisé la police, sans plus de précision à ce stade. Selon «Bild», il s'agit d'un homme de 27 ans «d'origine arabe» et pouvant souffrir de troubles psychiatriques. Le train à grande vitesse

ICE a été immobilisé en gare de Seubersdorf, entre Nuremberg et Regensburg, dans le sud du pays. Un important dispositif policier a été déployé sur place. «Cette attaque au couteau est horrible», a réagi le ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer. «Je tiens à remercier tout le monde, en particulier la police et le personnel du train, pour leur action courageuse, qui a permis d'éviter pire encore», ajoute-t-il dans une déclaration sur Twitter. «Le mobile du crime n'est toujours pas clair et va maintenant être déterminé», promet-il. Ces faits interviennent dans un contexte tendu en Allemagne, confrontée ces dernières années à une double menace terroriste, jihadiste et extrémiste de droite. Les autorités allemandes sont en particulier sur le qui-vive concernant la menace islamiste, notamment depuis un attentat au camion-bélier revendiqué par le groupe État islamique qui avait fait 12 morts en décembre 2016 à Berlin. Cette attaque jihadiste est la plus meurtrière jamais commise sur le sol allemand. Depuis 2000, les autorités alle-

mandes ont déjoué 23 tentatives d'attentat de ce type, avait indiqué le ministre de l'Intérieur 20 ans après le 11 septembre 2001.

«L'Allemagne et l'Europe occidentale sont toujours dans la ligne de mire des islamistes radicaux», avait-il alerté. Depuis 2013, le nombre d'islamistes considérés comme dangereux se trouvant en Allemagne a été multiplié par cinq pour s'établir actuellement à 615, selon le ministère de l'Intérieur. Plusieurs des attentats ou tentatives ont été commis par des demandeurs d'asile – un Tunisien, un Syrien et un Afghan – arrivés en Allemagne à la faveur de la crise migratoire de 2015. La chancelière Angela Merkel avait alors ouvert grands les portes du pays à quelque 900 000 demandeurs d'asile. Pour les autorités, aucun des auteurs d'attentat n'est cependant venu en Europe porteur d'ordres de l'Ei, contrairement à certains des assaillants du 13 novembre 2015 à Paris. Tous semblent avoir organisé leurs actes seuls.

Covid-19

Un responsable de l'OMS insiste sur le maintien de la vigilance en Afrique

■ Un responsable du Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Dakar, Docteur Aloyse Waly Diouf, a insisté, vendredi, sur le maintien de la vigilance en respectant les mesures barrières et la vaccination contre le Covid-19, même si la courbe des contaminations est une tendance baissière en Afrique, rapporte l'APS.



Par Faten D.

D'Diouf a animé avec la directrice générale de la Santé et le directeur technique de l'Alliance nationale des communautés pour la santé (ANCS) du Sénégal un séminaire sur «l'ampleur du Covid-19 en Afrique : cas du Sénégal». «Tant qu'il y aura un seul cas dans le monde, personne n'est à l'abri d'une nouvelle vague», a-t-il prévenu, ajoutant que «nous devons continuer à convaincre les populations autour de la nécessité de se faire vacciner parce qu'il a été démontré que toutes les personnes vaccinées même en contact du virus n'ont pas présenté de complications graves». L'évolution de la

maladie dans le monde a montré «un léger relèvement du nombre de cas confirmés à partir du mois d'octobre en Amérique, la même situation est observée au niveau de l'Europe alors qu'en Asie du Sud-Est et en Afrique, on est sur une courbe descendante», a souligné D' Aloyse Waly Diouf.

Pour D' Diouf, «c'est déjà un enjeu pour discuter et convaincre les communautés autour du bien-fondé de la vaccination». «Il faut nécessairement passer à un taux de vaccination dans chaque pays égal au moins à 40 % d'ici la fin 2021», a-t-il souligné. F. D.

Canada

Les enfants de moins de 12 ans représentent plus de 20 % des nouveaux cas de Covid-19

Les Canadiens de moins de 12 ans représentent désormais plus de 20 % des nouveaux cas quotidiens de Covid-19, a annoncé, vendredi, l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC).

Les jeunes de moins de 12 ans représentent 12 % des 38 millions d'habitants du pays. Il y a environ 4,3 millions d'enfants

de moins de 12 ans qui ne sont pas vaccinés dans le pays.

Selon l'administratrice en chef de la santé publique du Canada, Theresa Tam, qui s'est exprimée vendredi lors d'une conférence de presse à Ottawa, cette surreprésentation n'est pas inattendue, étant donné le niveau élevé de vaccination dans d'autres groupes

d'âge.

Le Canada a commandé 2,9 millions de doses du vaccin Pfizer pour les enfants, qui attend toujours l'approbation du ministère canadien de la Santé.

Selon les dernières données de l'ASPC, plus de 58,9 millions de doses de vaccins anti-Covid-19 ont été administrées

à travers le Canada depuis le début de la vaccination en décembre dernier.

Cela signifie que plus de 89 % de la population admissible – à savoir les 12 ans et plus – ont reçu au moins une injection, tandis que plus de 84 % des Canadiens admissibles sont complètement vaccinés.

Yanis H.

Vaccin anti-Covid

L'Allemagne favorable à une généralisation de la 3^e dose

Le gouvernement allemand et les régions ont plaidé vendredi pour une généralisation de la troisième dose de vaccin anti-Covid pour faire face à l'intense reprise de la pandémie dans le pays.

«Le gouvernement fédéral et les gouvernements des Etats-régions sont d'accord pour que toute personne ayant reçu sa deuxième (dose de) vaccination il y a six mois ou plus puisse bénéficier d'un rappel avec une troisième dose», a indiqué le ministre de la Santé, Jens

Spahn, lors d'une conférence de presse. Le ministre du gouvernement d'Angela Merkel s'exprimait à l'issue d'un sommet, organisé sur deux jours en Bavière, avec les ministres de la Santé des 16 Lunder allemands.

Personnes âgées, patients atteints d'autres pathologies et personnels soignants devraient selon lui être prioritaires mais au final, c'est l'ensemble de la population éligible aux vaccins anti-Covid qui devrait bénéficier d'une troisième dose.

«Les rappels après six mois

doivent devenir la règle, et non l'exception», a-t-il martelé. La vaccination de rappel est actuellement conseillée pour les plus de 70 ans par la commission vaccinale.

«La quatrième vague a clairement pris de la vitesse et frappe de plein fouet», a mis en garde le ministre.

L'Allemagne a enregistré vendredi un nouveau record quotidien de nouvelles infections recensées avec 37 120 cas déclarés en 24 heures, selon l'institut de veille sanitaire Robert-

Koch (RKI). «Nous avons des semaines difficiles devant nous», a prévenu le ministre, chargé d'expédier les affaires courantes dans l'attente de la formation d'une nouvelle coalition dans les prochaines semaines.

«Nous avons les outils en main pour briser la vague», a fait valoir M. Spahn en allusion aux vaccinations.

Selon les derniers chiffres du RKI, 55,7 millions de personnes ont reçu deux doses de vaccin, soit 67 % de la population.

Y. N.

Rebond épidémique

Les hôpitaux risquent d'être «débordés» au Danemark

Les autorités sanitaires danoises se sont inquiétées vendredi du risque de voir déborder le système hospitalier face au net rebond de cas de Covid-19 en cours dans le royaume, où les dernières restrictions ont été levées il y a un mois.

«Avec le risque de Covid-19, de grippe et d'autres maladies infectieuses, nous risquons de surcharger les hôpitaux», a déclaré le directeur de l'Agence

nationale de santé, Soren Brostrom, cité dans un communiqué.

«Nous constatons déjà que les hôpitaux du pays sont très chargés et que le personnel court. Cependant, nous n'avons pas la résilience que nous avons dans le passé, parce qu'il y a de la pression depuis longtemps», a-t-il ajouté.

Vendredi, pour la deuxième journée consécutive, plus de 2 000 nouveaux cas ont été rap-

portés dans le royaume nordique où plus aucune restriction n'est en place au niveau national.

Pionnier du «pass sanitaire» introduit dès le printemps, le pays de 5,8 millions d'habitants, l'avait sorti de la circulation le 10 septembre, à une époque où le nombre de nouveaux cas était quatre fois inférieur aux chiffres d'aujourd'hui.

Le ministère de la Santé envisage désormais de reclassifier la

maladie comme «menaçante pour la société», ce qu'elle n'était plus depuis septembre.

«Nous avons (également) demandé à la Commission sur les épidémies d'évaluer les mesures pertinentes qu'elle indiquerait dans la situation actuelle», a indiqué le ministre à l'agence locale Ritzau.

Au Danemark, 85,9 % des plus de 12 ans ont reçu deux doses de vaccin.

R. S.

Autriche

Obligation vaccinale ou guérison pour accéder aux restaurants et à la culture

L'Autriche a annoncé vendredi imposer à partir de demain l'obligation d'être vacciné ou guéri du Covid-19 pour pouvoir accéder aux restaurants, hôtels et lieux culturels, alors que le pays fait face à une hausse des cas de contamination.

Les nouvelles restrictions entreront en vigueur demain avec une période de transition de quatre semaines pour inciter les habitants à se faire vacciner, a déclaré vendredi le chancelier Alexander Schallenberg.

«Personne ne veut diviser la société, mais c'est notre responsabilité de protéger la population de notre pays», a-t-il souligné lors d'une conférence de presse. Selon la nouvelle réglementation, un test négatif au Covid-19 ne sera plus suffisant pour les services ou prestations impliquant un contact étroit avec la clientèle comme les coiffeurs, et seuls ceux qui sont vaccinés ou guéris pourront assister à des rassemblements de 25 personnes ou plus. L'Autriche, qui compte environ neuf millions d'habitants, a enregistré plus de 9 300 nouveaux cas vendredi, un nouveau record quotidien pour l'année 2021. Outre les services de soins intensifs qui se remplissent dans les hôpitaux, l'Autriche, très dépendante du tourisme, redoute d'être placée par les autres pays sur la liste des pays à éviter en raison de la rapide propagation du coronavirus. Quelque 64 % de la population a été complètement vaccinée, soit moins que la moyenne de 67 % dans l'ensemble de l'Union européenne. Jeudi, Vienne avait déjà annoncé des mesures similaires. L'Autriche déplore plus de 11 450 morts du Covid-19.

Gilles N.



Ligue 2 (3^e journée)

Le RC Kouba et l'US Chaouïa aux commandes

Le RC Kouba (Centre-Ouest) et l'US Chaouïa (Centre-Est), vainqueurs vendredi devant l'USM El-Harrach (2-1) et la JS Bordj Menaël (2-0), pour le compte de la 3^e journée de la Ligue 2 de football, se sont emparés de la tête de leur groupe respectif, en enchaînant un troisième succès de rang. Le RC Kouba (1^{er} - 9 pts) a profité du match nul entre ses poursuivants directs le MC El Bayadh et le GC Mascara (0-0), pour prendre seul la tête du classement du groupe Centre-Ouest, confirmant ainsi son bon début de saison et ses ambitions de jouer les premiers rôles. De son côté, l'USM El-Harrach (1^{er} - 1 pt) est dans le fond du gouffre avec un bilan mitigé de deux défaites et un match nul. Cette 3^e journée a également été marquée par les premières victoires de la saison de l'ASM Oran (5^e - 4 pts) et l'USMM Hadjout (9^e - 3 pts), respectivement, devant l'USM Bel-Abbès et le WA Boufarik sur le même score de 1 à 0. Les autres rencontres du groupe Centre-Ouest se sont soldées par des matchs nuls, notamment JSM Tiaret - ES Ben Aknoun (1-1), MCB Oued Sly - CR Témouchent (0-0) et MC Saïda - CRB Aïn Ouessara

(0-0). Dans le groupe Centre-Est, c'est l'US Chaouïa (1^{er} - 9 pts) qui a pris les commandes, en infligeant la première défaite de la saison à la JS Bordj Menaël (4^e - 6 pts), profitant au passage des matchs nuls de ses poursuivants, le NRB Téléghma et l'USM Khenchela, deuxièmes ex æquo avec sept points. Dans les deux derbys de cette 3^e journée, l'USM Annaba a battu Hamra (1-0), enchaînant avec un deuxième succès de rang, alors que MO Béjaïa et la JSM Béjaïa se sont neutralisés (1-1). La JSMB qui compte un match en retard a évolué en infériorité numérique pendant 75 minutes. Dans le bas du classement, la JSM Skikda et le MC El-Eulma ont concédé une troisième défaite de rang, en s'inclinant face au CA Batna (1-0) et le CA Bordj Bou Arreridj sur le même score. Un troisième revers de suite qui confirme les grosses difficultés de ces deux expensionnaires de Ligue 1 désormais lanternes rouges avec zéro point. La 4^e journée de Ligue 2 aura lieu le samedi 13 novembre, selon le programme publié par la Ligue nationale de football amateur (LNFA). **R. S.**

Ligue 1 (3^e journée)

L'USB et le PAC sur du velours, duel de promus à Boufarik

■ La 3^e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue aujourd'hui et demain, devrait être favorable aux co-leaders : l'US Biskra et le Paradou AC, hôtes respectivement du RC Relizane et du CR Belouizdad, alors que les deux promus, le RC Arbaâ et le HB Chelghoum-Laïd, se croiseront au stade de Boufarik dans l'objectif de décrocher leurs premiers points de la saison.



Les Pacistes pour confirmer leur bonne santé

Par Mahfoud M.

Autres de deux victoires en autant de matchs, l'USB et le PAC bénéficieront de la faveur des pronostics à domicile, face à des adversaires qui dont démarré le nouvel exercice du mauvais pied. En effet, le RCR (3 pts) et le CRB (1 pt) devront impérativement réagir et tenter de se reprendre. Battu lourdement à Béchar face à la JS Saoura (6-0), le RCR s'est présenté avec une équipe composée de joueurs issus de la réserve, pour prime non perçue. De son côté, le CRB, dont le directeur sportif Hocine Yahy a été limogé, reste sur une défaite dans le derby face au MC Alger (2-1). L'entraîneur brésilien du Chabab, Marcos Paqueta, en sursis, devra impérativement réussir cette sortie pour espérer conserver son poste. Le MC Alger (4 pts), dont le succès face au CRB semble avoir donné des ailes aux joueurs de l'entraîneur tunisien Khaled Ben Yahia, aura une belle occasion de confirmer cette victoire, en recevant le WA

Tlemcen (3 pts). Un succès permettra aux Algérois de réussir leur début de saison, alors que le WAT tentera de revenir avec un bon résultat, quelques jours après son revers concédé à Relizane (2-1). L'autre club de la capitale, l'USM Alger (4 pts), facile vainqueur à domicile face au RC Arbaâ (4-0), effectuera un déplacement périlleux à Béchar pour défier la JS Saoura (3 pts), qui reste sur un large succès face au RCR (6-0). Réputée intraitable à la maison, la JSS part favorite face à une équipe de l'USMA qui a des atouts à faire valoir. Battue lors des deux premières journées, l'ASO Chlef est appelée à puiser dans ses ressources pour relever la tête, à l'occasion de son match en déplacement face à l'ES Sétif (4 pts). Les Sétifiens qui restent sur une victoire à l'arraché chez eux face au HB Chelghoum-Laïd (1-0), auront une belle occasion d'enchaîner un deuxième succès de rang. Le MC Oran (3 pts), malmené à domicile par le PAC (4-2), devra réagir du côté de la capitale du «Titteri» face à l'Olympique Médéa (4 pts), tenu

en échec mardi à domicile face à la JS Kabylie (0-0). Le CS Constantine et le NC Magra, avec un seul point au compteur, s'affronteront au stade Benabdelmalek-Ramdane, pour l'objectif commun de décrocher leur premier succès, dans un match où les «Sanafirs» partiront légèrement favoris. La JS Kabylie (2 pts), dirigée désormais par le nouvel entraîneur tunisien Ammar Souayah, engagé en remplacement du Français Henri Stambouli, démissionnaire, se rendra à Alger pour affronter le NA Hussein-Dey (4 pts), dans un duel qui s'annonce équilibré et ouvert à tous les pronostics. Enfin, les deux promus en Ligue 1, le RC Arbaâ et le HB Chelghoum-Laïd, avec 0 point au compteur, se rencontreront exceptionnellement au stade Ahmed-Reggaz de Boufarik, en raison de la non homologation du stade de l'Arbaâ. Les deux formations aborderont ce rendez-vous avec l'intention de décrocher leurs premiers points de la saison.

M. M.

Mondial-2022 de koshiki

33 athlètes algériens en stage à Tikdja

33 athlètes de l'équipe nationale de Koshiki (seniors) ont entamé hier, au Centre d'entraînement de Tikhedja (Bouira), un stage de préparation en prévision du Mondial-2022 de la discipline, prévu au mois de mars prochain en Serbie, a-t-on appris auprès de l'instance fédérale de ce sport martial. «33 athlètes de la sélection de koshiki effectueront leur 1^{er} regroupement depuis la reprise des activités sportives, en prévision du Championnat du monde de la discipline qui aura lieu en mars prochain», a indiqué le directeur technique national, Hamza Ouahab. «Ce stage se déroule pendant cinq jours, dans le but d'améliorer le niveau technique et physique des athlètes, afin de pallier les insuffisances constatées lors du championnat natio-

nal disputé au mois d'octobre dernier», a-t-il précisé. Prennent part au stage de Tikhedja, les athlètes champions d'Algérie ainsi que les trois premiers de la compétition nationale du mois d'octobre, sous la supervision des entraîneurs Karim Bachir Chérif (Kata-messieurs), Nassima Chenati (Kata-dames), Faten Barizii (Kumiti-dames) et Hamza Ouahab (Kumiti-messieurs). L'instance fédérale envisage d'organiser un stage de sélection lors des deux prochains mois au Centre de préparation de Séraïdi (Annaba), à l'issue duquel seront choisis les 13 athlètes appelés à représenter l'Algérie au Mondial serbe, qui sera précédé par un stage d'acclimatation en Pologne, selon Hamza Ouahab.

Tour du Burkina Faso de cyclisme (8^e étape)

Azzedine Lagab 3^e au classement général individuel

L'Algérien Azzedine Lagab occupe la troisième place au classement général individuel du Tour cycliste du Burkina Faso, à l'issue de la huitième étape, disputée vendredi sur une distance de 122,6 kilomètres entre Koubri et Pô. L'étape a été reportée par l'Allemand Mario Vogt, en 2 heures 34 minutes et 48 secondes, devant son compatriote Hermann Keller (même temps), au moment où le Burkinabé Paul Daumont a complété le podium, également avec le même temps.

Au classement général individuel, c'est un autre Allemand, en l'occurrence Daniel Bichlmann, qui caracole en tête, avec un temps de 21 heures 46 minutes et 18 secondes, devant le Marocain Ouassama Khafi (à 0:33) et l'Algérien Azzedine Lagab (à 0:36). L'autre Algérien à

figurer dans le Top10 de ce Tour cycliste 2021 du Burkina Faso à l'issue de la huitième étape est Hamza Mansouri, qui pointe à la huitième place, avec 1:17 de retard sur le leader Allemand. La neuvième et avant-dernière étape de cette compétition était prévue hier matin, sur une distance de 124,6 kilomètres, entre les villes de Manga et Ziniaré. Conduite par le Directeur des équipes nationales (DEN), Abdousslam Dahmane, la sélection algérienne participe à cette compétition avec l'intention de préparer d'autres importantes échéances internationales à venir, dont les prochains Championnats arabes, prévus du 12 au 28 novembre 2021 au Caire, ainsi que les Championnats d'Afrique de 2022 et les Jeux méditerranéens de la même année à Oran.

JS Kabylie

Souayah promet une équipe «compétitive» d'ici une année

Le nouvel entraîneur de la JS Kabylie, le Tunisien Ammar Souayah, a indiqué, vendredi à Tizi-Ouzou, que son principal objectif consiste à «monter une équipe compétitive d'ici la saison prochaine», soit à la fin de son contrat avec le club. S'exprimant lors d'une conférence de presse de présentation, tenue au siège du club, Souayah a commencé par révéler qu'il a

signé pour «une saison renouvelable», en précisant que son «principal objectif sera de mettre sur pied une équipe compétitive». «Nous travaillerons pour construire une équipe compétitive, capable de renouer avec le succès, surtout avec l'inauguration du nouveau stade la saison prochaine», a-t-il indiqué, en expliquant son choix pour la JSK par «la grandeur» et «l'histoire»

de ce club, tout en affirmant être «conscient de la pression et de la demande de résultats que cela exige». «Quand on parle d'un grand club comme la JSK, la demande de résultats existe, mais il faut aussi être réaliste, notamment en voyant comment les choses se présentent sur le terrain, faire le maximum et essayer de jouer les premiers rôles», a-t-il tenu à rappeler.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ressources en eau à l'horizon 2024

Les projets du secteur exigent un financement de pas moins de 1 560 mds DA

LES PROJETS du secteur des Ressources en eau exigent un financement global de pas moins de 1 561 mds de DA à l'horizon 2024, a indiqué, hier, le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni. Lors de son intervention devant la Commission des finances et du budget de l'APN, dans le cadre du débat du projet de loi de finances 2022 (PLF), M. Hasni a indiqué que «le secteur des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique aspire à obtenir, dans le cadre du plan d'action 2021-2024, une affectation budgétaire de l'ordre de 390 mds de DA annuellement, en vue de satisfaire des besoins financiers globaux estimés à 1 561 mds de DA, à l'effet de rattraper le retard dans la réalisation et la réhabilitation des infrastructures gelées». Ces besoins financiers se répartissent en 183,22 mds de DA pour le financement des projets relatifs à la mobilisation des ressources en eau, 855,90 mds de DA pour le financement des projets des grands transferts, 128,75 mds de DA pour les projets de dessalement de l'eau de mer, 60,60 mds de DA aux projets d'irrigation agricole et 184,82 mds de DA pour les projets d'alimentation en eau potable. Ces besoins comportent, poursuit M. Hasni, un montant estimé à 83,50 mds de DA pour le financ-

ment des projets de traitement des eaux usées, 61,35 mds de DA aux projets relatifs à la lutte contre le danger des inondations et 2,85 mds de DA aux projets relatifs aux systèmes informatiques. Dans le même contexte, le ministre a relevé que les capacités hydriques actuelles en Algérie ne permettent d'assurer que 420 m³ pour un individu annuellement, alors que l'Organisation des nations unies (ONU) détermine le seuil de rareté à 1 000 m³ dans l'année pour un seul individu. Cette situation s'accroît en raison des effets des changements climatiques et de l'augmentation continue de la demande en eau, affirme M. Hasni qui rappelle que le déficit hydrique touche 20 wilayas, en raison du recul du niveau des eaux au niveau des 22 barrages qui alimentent ces wilayas. Pour le ministre, ces perturbations ont fait de l'Algérie un des pays les plus affectés par les changements climatiques, pour occuper ainsi le 29^e place au classement mondial en termes de stress hydrique.

Pour faire face à cette problématique, les pouvoirs publics ont eu recours au choix de dessalement de l'eau de mer qui «demeure la solution alternative la plus durable», a soutenu le ministre.

Slim O.

Espagne

Un vol marocain dérouté par des migrants clandestins atterrit à Majorque

DES PASSAGERS d'un avion marocain à destination de la Turquie ont recouru à un stratagème inimaginable pour détourner le vol vers les Baléares pour des motifs d'émigration clandestine, ont rapporté des médias.

D'après l'application FlightRadar24, l'appareil dérouté était un Airbus A320 de la compagnie Air Arabia Maroc, qui effectuait un vol entre Casablanca et Istanbul. L'aéroport de Palma de Majorque, un des plus fréquentés d'Espagne dans l'archipel des Baléares, a dû fermer pendant près de quatre heures vendredi après que plusieurs passagers d'un avion ayant atterri d'urgence sont partis en courant sur le tarmac, selon les autorités aéroportuaires.

L'avion, qui effectuait un vol entre le Maroc et la Turquie, a été dérouté vers Palma de Majorque, où il a effectué un atterrissage d'urgence en raison du malaise supposé d'un passager, a indiqué la Garde civile. Pendant l'évacuation du voyageur soi-disant malade, une

vingtaine de passagers ont profité de l'occasion pour s'enfuir de l'avion en courant sur le tarmac. Deux personnes ont été arrêtées, a précisé la garde civile.

D'après le quotidien «El País», les enquêteurs travaillent sur l'hypothèse d'un coup monté en vue d'entrer illégalement en Espagne.

Le passager qui s'était plaint d'un malaise a été transporté à l'hôpital, où il a été déclaré en parfaite santé et arrêté par la police pour «aide à l'immigration illégale et infraction à la loi sur les étrangers», selon le journal.

Un des passagers qui l'avait accompagné à l'hôpital a lui aussi disparu dans la nature, précise «El País», qui fait état de cinq arrestations en plus de celle du simulateur.

En raison de cet incident, 13 avions à destination de Palma ont été déroutés vers d'autres aéroports, et 16 vols au départ ont subi d'importants retards, selon les autorités aéroportuaires. L'aéroport a rouvert vers minuit vendredi soir après environ quatre heures de fermeture.

Kamel L.

Accidents de circulation: L'Algérie en haut du podium



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Béjaïa

Saisie de produits alimentaires impropres à la consommation

■ Des denrées alimentaires (produits carnés et fromages) sans étiquetage de présentation, de fabrication et sans factures, ont été saisis ces derniers jours par les services de la gendarmerie de la wilaya de Béjaïa.

Par H. Cherfa

«Ces produits ont été découverts lors d'un contrôle routier dans un camion sur la RN 12 près du village Taourirt Larbaâ, commune d'Oued», indique la cellule de communication du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa, dans un communiqué de presse qui nous a été transmis. Les produits saisis ne disposaient d'aucun étiquetage de présentation, ni d'adresse, ni date de fabrication ou de péremption, et ne portaient pas d'indications liées aux produits à base desquels ils ont été fabriqués, ainsi que la raison sociale du fabricant, entre autres. Contrôlés par les services de la lutte et la répression des fraudes de la DCP, les pro-

duits alimentaires en question ont été détruits et un dossier a été transmis à la justice «pour transport et commercialisation de produits alimentaires (produit carnés) sans normes et impropres à la consommation», ajoute la même source. Par ailleurs, deux pelletieuses et un camion poids lourd ont été saisis mercredi dernier aux villages Ibourassen et Tizi, commune d'Oued-Ghir. «Trois individus, dont un âgé de 46 ans, ont été arrêtés au cours des virées effectuées dans les villages», selon la cellule de communication du groupement de la Gendarmerie nationale. Ces derniers ont été pris en flagrant délit de terrassement de lopins de terre sans autorisation et sans permis de construire. Des dossiers ont été transmis à la justice et les trois

individus ont été conduits à la brigade de la gendarmerie pour enquête, alors que les trois engins ont été mis en fourrière. Quelques jours auparavant, soit le 24 octobre, deux pelletieuses de marques JCK et Case (TER) ont également été saisis lors d'opération de contrôle et de lutte contre le phénomène de terrassement illégal de terrains à Aboudaou, commune de Tala Hamza et Oued-Ghir-Centre. Les deux conducteurs d'engins ont été conduits à la brigade de la gendarmerie pour enquête et les engins ont été saisis et mis en fourrière. Des dossiers judiciaires ont été préparés et transmis à la justice pour terrassement de terrains sans permis de construire.

H. C.

Lutte anti-drogue

Une bande criminelle arrêtée à la nouvelle ville de Sidi Abdallah

Les éléments de la Gendarmerie nationale à Alger ont mis hors d'état de nuire, dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, une bande qui activait au niveau de la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger), indique, hier, un communiqué du Commandement de la Gendarmerie nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes dont le démantèlement des bandes de quartiers qui s'adonnent au

trafic de drogues dans les différents quartiers de la capitale, les éléments de la Gendarmerie nationale (Alger) ont interpellé les membres d'une bande qui activait dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah», précise le communiqué.

«La célérité des descentes (ne dépassant pas 15 minutes) a permis de surprendre les éléments de la bande, donnant lieu à l'arrestation de 37 individus dont 10 déferés devant les juridictions compétentes qui ont

ordonné la mise en détention de 6 individus et le placement de 4 autres sous contrôle judiciaire pour trafic de drogue et appartenance à des bandes de quartier», selon la même source.

Des dossiers judiciaires ont été établis à l'encontre des autres mis en cause pour consommation personnelle de produits stupéfiants, a précisé la même source qui a évoqué la saisie d'une quantité importante de drogues et d'armes blanches.

M. L.